



Conseil de sécurité

Distr. générale
30 décembre 2019
Français
Original : anglais

Lettre datée du 11 décembre 2019, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Secrétaire général

J'ai l'honneur de me référer à la résolution [1966 \(2010\)](#), adoptée le 22 décembre 2010, par laquelle le Conseil de sécurité a créé le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, et en particulier au paragraphe 2 de l'article 10 du Statut du Mécanisme (annexe 1 de la résolution), relatif à la nomination d'un ou d'une juge à un siège devenu vacant sur la liste des juges du Mécanisme.

Le premier paragraphe de l'article 8 du Statut du Mécanisme prévoit que celui-ci dispose d'une liste de 25 juges indépendants.

L'un des juges du Mécanisme, M. Ben Emmerson (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), a quitté ses fonctions le 19 juillet 2019.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 10 du Statut du Mécanisme, « [s]i le siège de l'un des juges inscrits sur la liste devient vacant, le Secrétaire général, après avis du Président du Conseil de sécurité et du Président de l'Assemblée générale, nomme une personne réunissant les conditions indiquées au paragraphe 1 de l'article 9 du Statut pour siéger jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur ».

Le paragraphe 1 de l'article 9 du Statut dispose que « [l]es juges doivent être des personnes de haute moralité, impartialité et intégrité possédant les qualifications requises dans leurs pays respectifs pour être nommés aux plus hautes fonctions judiciaires. Il est particulièrement tenu compte de l'expérience de juge au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie ou au Tribunal pénal international pour le Rwanda ».

Le Statut du Mécanisme ne prescrit aucune procédure spécifique aux fins de l'identification d'une candidate ou d'un candidat qui pourrait être nommé conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 10, applicable lorsqu'une vacance survient à la suite de la démission d'un ou d'une juge en cours de mandat. Conformément à la pratique établie en cas de vacance au Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et au Tribunal pénal international pour le Rwanda, qui a également été suivie en 2016, en 2018 et début 2019 pour les vacances survenues dans la liste des juges du Mécanisme, il est demandé à l'État de nationalité du ou de la juge à remplacer de présenter un candidat ou une candidate.

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a présenté la candidature de Lord Iain Bonomy, qui remplacerait le juge Emmerson jusqu'à l'expiration du mandat de ce dernier, le 30 juin 2020.



Selon moi, Lord Bonomy possède toutes les qualifications requises telles qu'énoncées au paragraphe 1 de l'article 9 du Statut du Mécanisme.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 10 du Statut, je vous prie de bien vouloir me faire part de votre avis concernant la nomination de Lord Bonomy comme juge du Mécanisme.

(Signé) António **Guterres**
